

Consultation publique sur le projet de lignes directrices de l'UE concernant les aides d'Etat liées au système d'échanges de quotas d'émission de l'UE (SEQUE-UE)

L'Alliance des Minerais, Minéraux et Métaux (A3M) salue la mise en place d'une consultation publique sur la compensation des coûts indirects du système d'échange de quotas d'émission de l'UE. En effet, les coûts du CO₂ diffusés dans les prix de l'électricité affectent la compétitivité des entreprises de notre secteur, augmentant le risque de fuite de carbone ayant pour conséquence la dégradation de l'empreinte carbone de l'UE, l'annulation des efforts entrepris jusqu'à présent pour baisser les émissions de CO₂ en Europe et l'augmentation des émissions de CO₂ à l'échelle globale.

L'industrie de la métallurgie en France, qui rassemble des entreprises de la production, de la transformation et du recyclage des métaux et minéraux industriels, comprend de nombreux sites électro-intensifs. Elle doit faire face à des coûts très importants pour ses émissions indirectes.

En conséquence, A3M présente les recommandations suivantes :

1. Le maintien d'un facteur d'émission au niveau régional qui ne crée pas de distorsion de concurrence au sein de l'UE

Le projet de lignes directrices propose de remplacer le facteur régional « Europe Centrale et Occidentale », qui regroupait des Etats membres dont les marchés sont connectés, par des facteurs nationaux distincts. Ces facteurs reposeraient sur la moyenne pondérée de l'intensité carbone de l'électricité produite à partir de combustibles fossiles.

Le facteur d'émission doit être représentatif du coût du carbone contenu dans le prix de l'électricité. La zone « Europe Centrale et Occidentale » est très fortement interconnectée, le coefficient de corrélation entre la France et l'Allemagne étant de 0.98 pour les années calendaires 2018 et 2019 (voir annexe).

On peut donc conclure qu'1 €/MWh d'augmentation sur le marché allemand est retranscrit par 1 €/MWh d'augmentation sur le marché français. Pour rester cohérent, les lignes directrices doivent donc proposer une zone unique « Europe Centrale et Occidentale ».

2. La protection de tous les secteurs de l'industrie métallurgique exposés à un risque de fuite de carbone

Tous les secteurs exposés doivent être maintenus dans la liste des secteurs éligibles. Cette liste doit conserver non seulement les 8 secteurs déjà pré-identifiés par la Commission

européenne mais également inclure les secteurs qui étaient éligibles pour la phase 3 du SEQE-UE.

- Les gaz industriels (20.11) devraient être éligibles à la compensation dès lors qu'ils sont utilisés dans des secteurs exposés au risque de fuite de carbone, comme l'est le secteur de l'acier.
- La décision de la Commission de ne pas inclure de secteurs au niveau Prodcum conduit à la sortie du sous-secteur de la fabrication des tubes d'acier sans soudure, ce malgré un indice de 0.42, une forte intensité commerciale (64%) et intensité des émissions indirectes (0.65). Nous demandons à ce que ce secteur soit soumis à une nouvelle évaluation qualitative, et soit réintégré dans la liste avec l'acier comme c'est actuellement le cas.
- Les secteurs de la métallurgie du cuivre (24.44), de la métallurgie des autres métaux non ferreux (24.45), de l'élaboration et transformation de matières nucléaires (24.46) et de la métallurgie des poudres (25.50) figurent dans la liste des secteurs à risque de fuite de carbone et doivent être maintenus dans la liste des secteurs éligibles. Le cuivre et les métaux non ferreux ont par ailleurs été classés « à risque medium » par la Commission européenne du fait de leur forte exposition à la concurrence internationale (35% et 83% respectivement) et de leur rôle de « price taker » dans les échanges internationaux qui rend impossible tout transfert des coûts indirects vers leurs clients.

La liste proposée par la Commission européenne exclut 6 secteurs de l'industrie métallurgique, actuellement protégés de la concurrence de produits en provenance de pays tiers soumis à aucune obligation en matière climatique. En cas de suppression de l'aide, ces secteurs connaîtraient une envolée soudaine des prix de l'électricité mettant à mal leur compétitivité. Choisir de ne plus compenser certains secteurs revient à soutenir les importations de pays tiers, plus intensives en carbone, et va donc à l'encontre des objectifs fixés en matière de réduction des émissions de CO₂.

De plus, la réduction de la liste des secteurs recevant la compensation envoie un signal négatif à des entreprises pour lesquelles la décarbonation repose sur l'électrification de certains procédés. Retirer l'accès de la compensation des coûts indirects du SEQE constituerait un obstacle de plus vers la décarbonation de l'industrie.

3. Des conditions d'obtention de l'aide qui considèrent davantage les contraintes et les efforts engagés par les entreprises

A3M soutient les mesures de conditionnalité proposées pour l'obtention de l'aide à travers l'obligation de réaliser un audit énergétique indépendant ou certifié dans le cadre d'un système de management de l'énergie.

Cela étant, les conditions exposées dans l'article 54 ne sont pas adaptées aux contraintes économiques et techniques rencontrées par les industriels

La proposition de réinjecter le montant de l'aide dans des travaux avec un temps de retour sur investissement de maximum 5 ans n'est pas cohérente avec les impératifs de marché mondialisé soumis à concurrence internationale. Ce temps est beaucoup trop long. De plus,

ce critère fait doublon avec les plans de performance énergie de l'abatement sur le transport d'électricité (TURPE).

Concernant la proposition de couvrir 50% des besoins en électricité via des sources de production sans-carbone. Celle-ci se heurte à la réalité économique du marché de l'énergie.

Hypothèses :

*PPA éolien (Appel d'offre CRE – Parc Eolien Dunkerque) : 50€/MWh

*Prix Marché de l'électricité pour livraison 2021 (cotation au 17/02/2019) : 44.2€/MWh

*Montant compensation indirect CO2 rapporté à la consommation de l'installation : - 3.5€/MWh

En application de la conditionnalité proposée :

Coût complet électron = 50%*PPA + 50%*Prix Marché CAL2021 – Montant compensation indirect CO2 = 43.6 €/MWh

Le coût complet électron avec compensation est supérieur au prix du marché sans aide à la compensation. En conclusion, la conditionnalité proposée efface l'aide et se concrétise en surcoût.

Concernant la proposition de réinvestir 80% dans la réduction des émissions directes, celle-ci est en dehors du champ de compétence de ces lignes directrices.

De plus, de telles mesures pénaliseraient les installations qui ont déjà investi dans des projets d'efficacité énergétique et ont atteint le niveau des « Best Available Technologies ». Celles-ci devraient tout autant pouvoir bénéficier de la compensation des coûts indirects du CO₂.

Annexe

Commodity A	GER Power	Y+1
Commodity B	FR Power	Y+1

Correlation	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Monthly Average	St. Dev.
Jan	0.93	0.99	0.86	0.63	0.99	0.71	0.98	0.99	1.00			0.90	0.13
Feb	0.92	0.73	0.75	0.94	0.94	0.88	0.96	0.99	0.93			0.89	0.09
Mar	0.97	0.84	0.91	0.94	0.87	0.95	0.99	0.99				0.93	0.05
Apr	0.98	0.98	0.74	-0.22	0.94	0.76	0.99	1.00				0.77	0.39
May	0.83	0.55	0.55	0.90	0.88	0.97	1.00	0.99				0.83	0.17
Jun	0.91	0.19	0.41	0.96	0.67	0.66	0.98	0.99				0.72	0.28
Jul	0.73	0.78	0.93	0.67	0.21	0.92	0.97	0.97				0.77	0.24
Aug	0.96	0.49	0.94	0.94	0.94	0.99	1.00	0.98				0.91	0.16
Sep	0.98	0.98	0.15	0.97	0.98	0.93	0.99	0.98				0.87	0.27
Oct	0.88	0.53	0.64	0.77	0.95	0.19	0.99	0.99				0.74	0.26
Nov	0.93	0.76	0.39	0.18	0.04	0.51	0.98	0.92				0.59	0.34
Dec	0.94	0.71	0.83	0.84	0.57	0.79	0.97	0.91				0.82	0.12
Yearly Average	0.91	0.71	0.68	0.71	0.75	0.77	0.98	0.98	0.97			0.81	
St. Dev.	0.07	0.23	0.24	0.35	0.31	0.22	0.01	0.03	0.04				0.21